

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 2 798 176 F CFP ;
- aide : 1 958 723 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur les comptes ouverts par Vanille de Tahiti et SNA Tuhaa Pae, fournisseurs de l'équipement agricole et d'agro-transformation, à leur banque respective selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous et suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

	Montant de la dépense prévue (F.CFP)	Montant de l'aide (F.CFP)
Vanille de Tahiti	2 631 084	1 841 759
SNA Tuhaa Pae	167 092	116 964
Total	2 798 176	1 958 723

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une deuxième tranche correspondant à 40 % du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4.— Le fournisseur du matériel ou prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— M. Ernest Hatitio s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Ernest Hatitio et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2023.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,
du foncier,*
Tearii Te Moana ALPHA.

ARRETE n° 27 PR du 24 janvier 2023 portant nomination du pharmacien responsable de la SARL Pacific Care Polynésie (exploitation n° 1/2023)

NOR : DPS23500776AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 modifié portant application de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé "Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale" (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 1573 PR du 18 décembre 2018 portant autorisation de délivrance à domicile d'oxygène à usage médical ;

Vu le dossier de déclaration conjointe de changement de pharmacien responsable formulée par la société Pacific Care Polynésie et par le pharmacien responsable du 3 février 2022, complété les 4 octobre 2022, 29 novembre 2022, 21 décembre 2022 et 16 janvier 2023 ;

Vu la saisine de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française du 4 octobre 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 1573 PR du 18 décembre 2018 susvisé est ainsi rédigé :

"Le docteur Alexandre Theveniault, pharmacien, est le pharmacien responsable de l'ensemble des opérations en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical (exploitation n° 1/2023).".

Art. 2.— Le ministre de la santé, en charge de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2023.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 28 PR du 25 janvier 2023 portant octroi d'une aide financière à M. Kae Dave Fauatia

NOR : SDR22509559AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Kae Dave Fauatia réceptionnée le 10 novembre 2021 et réputée complète le 8 février 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 8 mars 2022,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 749 081 F CFP (*deux millions sept cent quarante-neuf mille quatre-vingt un francs CFP*) est attribuée à M. Kae Dave Fauatia (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Kae Dave Fauatia, né le 24 juin 1993 à Atuona, est exploitant agricole à Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2020-CP-0015.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 3 927 259 F CFP ;
- aide : 2 749 081 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.